

Afrique du Sud

Développements macroéconomiques récents

La croissance du PIB réel est tombée à 2,0 % en 2022 contre 4,9 % en 2021, principalement sous l'effet de pénuries persistantes d'électricité, d'inondations dans le KwaZulu-Natal et de contraintes dans le secteur des transports, associées au ralentissement mondial qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'inflation est passée de 4,5 % en 2021 à 6,9 % en 2022, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant. Pour freiner la hausse de l'inflation, la Reserve Bank of South Africa a relevé le taux d'intérêt de base à 6,25 % en septembre 2022, contre 5,5 % en juillet 2022. Le rand s'est déprécié de 15,3 pour 1 USD en janvier 2022 à 17,3 en décembre 2022.

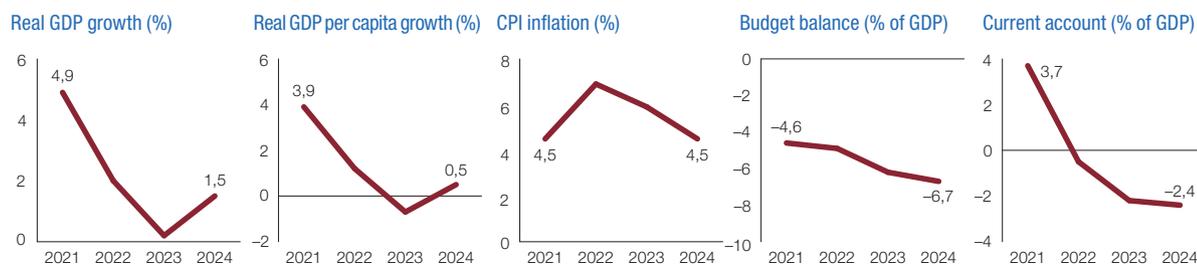
Le déficit budgétaire s'est légèrement creusé, passant de 4,6 % du PIB en 2021 à 4,9 % en 2022, en raison d'une croissance plus forte des dépenses prioritaires, y compris les dépenses liées à la COVID-19 pour les plus vulnérables. Le déficit de la balance courante s'est également réduit, passant d'un excédent de 3,7 % en 2021 à 0,5 % du PIB en 2022, selon les estimations. Cette réduction résulte principalement du fait que les prix et le volume des importations ont dépassé ceux des exportations. Les réserves extérieures ont augmenté, passant de 58,4 milliards d'USD en août 2021 à 63,4 milliards d'USD en octobre 2022 (environ 5,5 mois de couverture des importations), stimulées par la hausse des recettes d'exportation. La dette publique a légèrement augmenté, passant de 68,0 % du PIB en 2021 à 71,4 % du PIB en 2022, en raison de l'augmentation des besoins de financement du budget et des fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change. Le secteur financier a continué à bien se remettre des effets de la pandémie de COVID-19, le ratio des prêts non productifs passant de 4,5 % en 2021 à 4,0 % en 2022. La pauvreté reste élevée, environ 30 % de personnes vivant dans l'extrême pauvreté en 2022. Les inégalités sont également importantes, avec un coefficient de Gini de 0,63 en 2021. Le taux de chômage était estimé à 32,7 % en décembre 2022.

Perspectives et risques

L'économie devrait croître légèrement de 0,2 % en 2023 et de 1,5 % en 2024, soutenue par la croissance du commerce, du tourisme, de l'exploitation minière et de l'industrie manufacturière. L'inflation devrait reculer à 5,9 % en 2023, puis à 4,5 % en 2024, en raison de la baisse des prix des carburants et des denrées alimentaires, selon l'évolution de la dynamique mondiale. Le déficit budgétaire devrait augmenter légèrement, pour atteindre 6,2 % du PIB en 2023 et 6,7 % en 2024, en raison de l'assainissement budgétaire, et notamment de l'augmentation des recettes fiscales. Le déficit de la balance courante devrait se creuser pour atteindre 2,2 % du PIB en 2023 et 2,4 % en 2024, en raison d'une baisse anticipée des prix des produits de base. Les obstacles à la croissance comprennent les contraintes persistantes d'approvisionnement en électricité, la mauvaise gouvernance des entreprises publiques et le ralentissement de l'économie mondiale.

Changement climatique et options de politiques publiques

L'Afrique du Sud a associé le secteur privé à ses efforts de lutte contre le changement climatique. Elle figurait parmi les cinq plus grands bénéficiaires du financement privé de l'action climatique en Afrique en 2019/20, avec 656 millions d'USD (40 % du financement pour le climat). Mais ces chiffres sont faibles au regard des besoins de financement climatique, d'où l'accent mis sur la mobilisation d'un financement privé plus important. Le pays a pris des mesures pour restructurer le secteur de l'énergie en s'orientant vers des sources d'énergie renouvelables et plus propres. Le capital naturel a été évalué à 400 milliards d'USD en 2018 (dont 213,8 milliards d'USD pour les énergies renouvelables). Sa politique nationale de réponse au changement climatique prévoit d'inclure le secteur des services financiers dans l'élaboration de l'architecture du financement climatique et de la finance verte.



Source : Les données datent de avril 2023 et proviennent des autorités nationales; données pour 2022 sont des estimations et données pour 2023 et 2024 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs. Les données dans la figure reflètent l'exercice fiscal de l'Afrique du Sud, qui va du 1^{er} avril au 31 mars.